

Les dessous des Football Leaks

Publié le : 30/11/2018 - 23 h 45 - Dernière modification : 30/11/2018 - 23 h 50 | Constant Wicherek

La saison deux des Football Leaks vient de s'achever. Il est désormais temps de revenir sur ces révélations qui ont secoué le monde du football et qui ont beaucoup, beaucoup fait parler.



L'UEFA a été bien mise en cause dans les fuites révélées par les Football Leaks

©Maxppp

Depuis quelques semaines maintenant, les Football Leaks affolent le monde du football. Les Football Leaks, c'est la plus grosse fuite de documents du football. Cela permet aujourd'hui de mettre à jour les manœuvres de certains acteurs du football afin de corrompre ou frauder par exemple. Lors de la saison 1, l'European Investigative Collaborations (EIC) a permis de révéler au monde entier comment Cristiano Ronaldo, par exemple, avait pu dissimuler 150 millions d'euros au fisc espagnol. Ce n'était que le début. En effet, il est déjà venu le temps de la saison 2.

Pour ce deuxième volet des Football Leaks, du beau monde a travaillé le sujet. « *Pour ce travail, entrepris par l'EIC et ses partenaires sur 8 mois, 15 médias ont pris part aux recherches, près de 80 journalistes venant de 13 pays différents et qui ont publié dans 11 langues dans toute l'Europe* », nous a confié l'EIC. Mais alors, comment tout cela se met en place ? Comment tout a commencé ? Quelles sont les difficultés rencontrées par les journalistes ?

Der Spiegel lance le consortium

Aujourd'hui, ce qu'on connaît, en France, c'est surtout le rôle de *Mediapart*. Toutefois, les travaux sont grands, de nombreux pays européens sont concernés et, initialement, l'EIC ne se consacre pas qu'au football. « *C'est un consortium qui a été monté fin 2015 par le Spiegel. Il n'y a pas si longtemps, ils vendaient 1 million d'exemplaires par semaine. Simplement pour vous donner une idée du poids du média en Allemagne en termes de ventes et d'autorité morale* », nous explique Yann Philippin, journaliste à *Mediapart*, correspondant de l'EIC et également membre du conseil d'administration de ce dernier.

Étonnement, la première enquête de l'EIC ne concerne absolument pas le football. En effet, [les armes de la terreur](https://www.mediapart.fr/journal/international/180316/armes-de-la-terreur-la-faillite-de-leurope?onglet=full) (<https://www.mediapart.fr/journal/international/180316/armes-de-la-terreur-la-faillite-de-leurope?onglet=full>). sortent en mars 2016. Cette première enquête, initiée par *Mediapart*, retrace le parcours des

armes qui ont servi aux terroristes pour frapper le 13 novembre 2015. Il s'agit donc là du premier effort commun. Mais ce qui intéresse *Foot Mercato*, en tant que média spécialisé dans le football, ce sont les Football Leaks. C'est à ce moment qu'un homme, John, fait son apparition.

Au départ, il y avait John

Qui est John ? John est le nom donné au principal instigateur de la fuite de données. « *Au printemps 2016, on reçoit un coup de fil du Spiegel : "on a quelque chose de très gros, il faut que vous veniez nous voir à Hambourg. On ne vous en dit pas plus, il faut que vous veniez". Nous y sommes alors allés, ils nous expliquent alors qu'ils ont une source qui se fait appeler John, qui est lanceur d'alerte et qui a créé le site Football Leaks* », se remémore Yann Philippin.

Parce que oui, initialement Football Leaks est un site internet. C'est sur cette plateforme que le fameux John publiait des contrats et d'autres documents bruts. C'est ainsi que le FC Twente, aux Pays-Bas, avait été épinglé pour un contrat de TPO (Third-party ownership) avec Doyen Sport, un fonds d'investissement. Ces révélations ont entraîné la démission du président de la formation néerlandaise Aldo van der Laan et ensuite des sanctions contre le club. Ensuite, Rafael Buschmann, journaliste au *Spiegel*, est entré en contact avec John via son site et, après de longs moments de négociations et d'approches, l'a convaincu de lui céder plusieurs disques durs. Le journaliste, né à Zabrze, en Pologne, est le seul à avoir vu John en personne.

Qui est John ?

Même Yann Philippin ne connaît pas John : « *pour des raisons évidentes de sécurité et de protection des sources, seul Rafael Buschmann sait qui est John et communique avec lui. Nous avons les données, mais nous ne savons pas qui c'est. Nous avons, avec l'EIC, confronté John. On lui a posé des questions sur ses motivations. Pour faire simple, de ce que nous a dit John, il n'est manipulé par aucune organisation étatique ou para-étatique d'aucune sorte. Il agit donc de façon indépendante. Il nous a dit aussi qu'il n'était pas hacker. Il explique qu'il est un lanceur d'alerte et que son ambition est de dénoncer la corruption et les abus dans le football* ».

C'est une précision importante, puisqu'il y avait eu des soupçons de hacking de la part de la Fédération de Russie, déjà constatés à la FIFA, notamment en matière de dopage. Mais tout cela est postérieur aux Football Leaks. John, qui passe du temps dans les tribunes européennes en tant que fan de foot, n'aurait donc aucune autre ambition que de révéler que les supporters ne sont pas considérés par un business qui les dépasse évidemment très largement.

Comment l'EIC procède-t-il ?

Avec les explications de Yann Philippin, on comprend relativement facilement pourquoi l'EIC est compétent sur ce genre de dossier. Le nombre de données étant très grand, il faut énormément de ressources, notamment humaines. Mais le plus important réside dans le fait que le football est paneuropéen, surtout les transferts. En effet, il est tout à fait possible qu'un joueur français soit représenté par un agent italien lors d'une transaction entre une formation anglaise et une formation espagnole. C'est ensuite que le plus gros du travail débute.

« *Un immense travail a été fait, notamment informatique. Il a fallu créer un moteur de recherche, à partir de rien, pour chercher dans ces données. Avec cette masse de documents, il est impossible d'ouvrir les documents un à un. Il a fallu ensuite traiter les données, c'est-à-dire les passer à la reconnaissance de caractères pour que ce soit indexable. Il faut ensuite les intégrer dans le moteur. Je crois que nous avons fait ça en un temps record en un mois ou deux, maximum. Nos informaticiens ont bossé comme des fous* », confesse le journaliste français soulignant le travail admirable de ses collègues. Mais une fois que tout est répertorié, il faut tout analyser, faire attention à l'authentification.

La place au doute

Pendant huit mois, les journalistes de l'EIC ont travaillé, analysé les documents fournis par John. Le doute fait forcément partie du métier, mais visiblement ces derniers sont vite persuadés de l'authenticité des documents consultés. *« Pourquoi ? Pour deux raisons. La première, c'est que si vous allez voir un journaliste avec un dossier de dix pages, les risques de manipulation sont énormes. Mais quand il y a 18 millions de documents (pour la première enquête, c'est 70 millions pour la seconde, ndlr), il est humainement impossible de fabriquer autant de faux documents. La seconde question, c'est : est-ce que des faux documents ont pu être glissés parmi les vrais ? Cela est théoriquement possible »*, professe Yann Philippin.

C'est à ce moment-là que la vérification entre en jeu. D'abord, les journalistes recourent, vérifient si les documents sont cohérents puisqu'il existe parfois des sujets avec énormément de documents. Les membres de l'EIC regardent si tout colle, si on retrouve les mêmes chiffres ou bien si les sociétés citées existent vraiment. Ils traquent alors la moindre faille en recherchant même dans la presse si tout correspond avec les données.

Yann Philippin évoque une troisième raison de croire les documents : *« il est arrivé que des gens nous disent : "les documents sont des faux". Mais ils n'ont jamais démenti le fond. Quand nous regardions leurs réponses sur les faits, elles confirmaient ce que nous écrivions. Il faut le souligner, sur la première saison des FL et jusqu'à aujourd'hui sur la saison 2, il n'y a pas eu de plaintes en diffamation pour contester l'exactitude de nos informations »*.

« Vu la puissance des gens en face de nous... »

À chaque enquête publiée, on observe la même rigueur. Toutes les personnes mises en cause dans les articles sont questionnées. Prenons le cas du PSG dans le cadre des révélations sur le fichage ethnique au sein de la formation. Selon Yann Philippin, les Parisiens ont reçu, un mois avant la publication, 13 pages de questions très précises. *Mediapart* a laissé au club de la capitale deux semaines, extensibles à trois semaines, afin de se défendre des faits portés à leur connaissance. Aucun retour. Pourtant, les journalistes sont conscients des risques encourus.

« S'il y avait eu un faux document, vu la puissance des gens en face de nous, que ce soit les clubs, les agents, les instances du foot, ils auraient évidemment porté plainte or ils ne l'ont jamais fait. Il y a eu énormément d'enquêtes extrêmement sensibles. Nous les avons toutes publiées. Il n'y a pas eu une seule enquête que nous n'avons pas publiée parce que nous avons peur de le faire », détaille le journaliste hexagonal. Pourtant, il y a eu quelques moments un peu tendus avec la justice des pays européens.

Deux cas de censure

En effet, pour la première saison des Football Leaks, le média espagnol *El Mundo* a connu une petite mésaventure. Il a été censuré par la justice espagnole pour l'enquête concernant Cristiano Ronaldo. Ils ont finalement bravé la censure et ont quand même publié sur le sujet. Le « juge fou » de Madrid, comme il est surnommé au consortium, avait prononcé cette censure préventive sur la base des questions envoyées à CR7. L'homme de loi avait ensuite tenté d'étendre cette mesure à l'échelle européenne. Évidemment, quelque chose d'inacceptable pour l'EIC. Mais pire est arrivé en Angleterre, au *Sunday Times*.

Lors de la saison 1, *Mediapart* publie *« David Beckham, l'envers du mythe »*. Dans cette enquête est montrée une certaine cupidité du joueur britannique, mais aussi son hypocrisie sur ses œuvres humanitaires. En résumé, l'Anglais est ambassadeur du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et il a créé un fonds à son nom. La tradition veut que dans ce cas, le créateur verse une somme pour amorcer la pompe et l'enquête a montré qu'il ne voulait rien donner et qu'il jouait de l'humanitaire à des fins lucratives et pour améliorer son image et sa fortune déjà considérable. Au Royaume-Uni, cette enquête a été censurée préventivement pour le *Sunday Times*, qui avait abattu un gros travail.

À l'inverse d'*El Mundo*, ils n'ont pas publié puisque la pénalité assortie à la censure était très élevée. Sauf que tout le monde a publié l'enquête, qui a été reprise par des médias anglais, à l'exception *Sunday Times*, un comble ! Yann Philippin sait à qui il a affaire : *« on connaît la puissance des gens à qui on s'attaque, du fait qu'ils soient très riches, qu'ils ont les moyens de se payer les meilleurs avocats et donc les papiers doivent être absolument irréprochables. On prend toutes les précautions pour que les papiers soient ultra-solides »*. Malgré cela, les membres de l'EIC, surtout en France, ont été confrontés à autre chose.

Levée de boucliers

Quand le Paris Saint-Germain s'est retrouvé mêlé à tout ça, les enquêteurs des Football Leaks ont été pointés du doigt. Rien d'étonnant pour Yann Philippin : *« on s'y attendait. C'est un monde de passion, les supporters sont passionnés et il en existe une frange qui, quel que soit le club, ne veut pas voir. Si on fait ça, c'est aussi pour eux, pour qu'ils sachent ce qui se passe dans leur club. Pour le fichage ethnique, le PSG parle de pratiques illégales, c'est un délit passible de cinq ans d'emprisonnement. C'est assez rare qu'une institution aille aussi loin dans l'aveu. Malheureusement, avec une frange des supporters du PSG, mais aussi avec certains journalistes sportifs, c'est compliqué d'avoir un débat rationnel »*.

Les journalistes de l'EIC se sont donc heurtés à plusieurs choses. Tout d'abord, à la puissance de leurs adversaires, mais aussi aux amoureux des clubs qui ne croient plus vraiment dans le journalisme. Dès lors, on se demande réellement quel est le but recherché - autre que le métier pur et dur de journaliste -, alors que les retours ne sont pas forcément encourageants. Une nouvelle fois, Yann Philippin nous répond le plus simplement du monde.

« On espère que cela puisse provoquer des prises de conscience »

« On va être honnête. Notre but premier est de révéler des faits, que les choses soient sur la place publique. Après, ce serait hypocrite de dire le contraire, évidemment qu'on espère que cela peut faire évoluer les choses. L'objectif, c'est qu'on s'empare de ces sujets, qu'on en débattenne. On espère que cela puisse provoquer une prise de conscience, des changements dans le monde du foot. Nous lançons le débat. Nous ne sommes ni juges ni flics, après si ça ne marche pas, tant pis. On n'est pas là pour pousser un agenda, on est extrêmement modestes là dessus, ce n'est pas notre job principal », détaille le journaliste de *Mediapart*.

Dès lors, nous pouvons juger de la forme des enquêtes, mais il convient de souligner que toutes les précautions journalistiques ont été prises du côté des membres de l'EIC. Maintenant, de nombreuses questions restent en suspens. Les institutions, UEFA et FIFA en tête, vont-elles réagir ? De quelles façons ? Lorsque nous avons posé la question sur une éventuelle saison 3, on nous a répondu que pour le moment il n'y avait pas de nouvelles fuites et que, même si c'était le cas, nous ne saurions rien à ce stade. Mais si troisième opus il y a, ceux qui s'inquiètent pourront toujours tenter de préparer une réponse...